



Motion d'actualité sur la réforme territoriale

Le président de la République a annoncé, ce lundi 2 juin 2014, les grandes lignes de la réforme territoriale. L'Union syndicale Solidaires dénonce, d'une part, les fondements de cette politique qui s'inscrit dans la volonté de casse et de « rationalisation » des services publics dits de proximité, et, d'autre part, la méthode autoritaire du gouvernement qui refuse d'interroger la population par référendum pour un sujet aussi important. Déni pour éviter de renouveler l'échec du référendum alsacien qui avait valeur de test national.

Cette réforme territoriale se traduit par la fusion autoritaire et opportuniste des régions, le dépeçage des départements annonçant leur disparition, la logique de métropolisation, l'obligation de fusion des intercommunalités.

- Sous prétexte de simplifier le fameux « mille feuilles », cela constitue autant de dénis de démocratie, d'éloignement des centres de décision et d'abandon par l'État et les collectivités de territoires entiers et de leurs populations. Ce sont les usagers les plus fragiles, en particulier dans les zones rurales, qui en seront les premières victimes.
- Sous prétexte d'un renforcement de la décentralisation, c'est une volonté de l'État de se désengager.
- Sous prétexte de faire la chasse aux gaspillages, cette nouvelle réforme de la décentralisation a pour réel objectif de faire supporter l'austérité, que le gouvernement, en bon élève de Bruxelles, impose aux collectivités territoriales comme il l'impose aux services de l'État. C'est autant de concentration et de déshumanisation. C'est autant de réduction des services publics d'État, des services publics territoriaux, des services publics hospitaliers.

Les missions de service public, leur rôle au service des populations garantissant l'égalité d'accès de toutes et tous à des services fondamentaux et essentiels à la vie quotidienne et la place des agents publics qui exercent ces missions sont délibérément ignorés par le président de la République. La raison en est simple. Cette politique va provoquer le plus grand plan d'abandon de missions publiques et de privatisation de services de l'histoire de notre pays.

Ce sont les fonctions publiques territoriale, hospitalière, d'État qui, après déjà de nombreuses saignées, vont être confrontées au plus grand plan de suppressions d'emplois publics dont les précaires vont être les premières victimes. **En particulier, ce sera le plus grand plan de licenciement chez les quelques 2 millions d'agents publics des collectivités territoriales.**

C'est le devenir des services de proximité, déjà mis à mal, qui est en jeu. C'est le principe républicain d'accès à un service public partout sur le territoire, zones rurales, zones péri-urbaines, zones urbaines, qui est bafoué. Classes fermées, hôpitaux fermés, maternités fermées, centres IVG fermés, urgences fermées, trésoreries fermées, tribunaux fermés, réduction des horaires d'ouverture au public, privatisation d'EDF-GDF, de France Télécoms, de la Poste, des autoroutes, du Rail ..., ce sont demain la gratuité de l'entretien de nos routes, l'accès à nos cantines scolaires, nos consultations de nourrissons dans les zones rurales, la protection de l'enfance, la sécurité incendie, l'accès à la culture, l'entretien et la préservation des espaces naturels, les services d'eau et d'assainissement public, les déchets ... qui sont menacés.

Pour l'Union syndicale Solidaires, réaffirmer l'importance du service public et les conséquences de son démantèlement sur le traitement et l'accès égaux des citoyens, c'est réaffirmer que les services publics, qu'ils soient territoriaux, hospitaliers ou d'État, remplissent des missions essentielles au bon fonctionnement d'une société démocratique. C'est réaffirmer que le service public doit être assuré par des fonctionnaires au service de l'intérêt général. Moins de services publics, ce sont les populations livrées aux appétits du marché et aux intérêts privés. La modernité, ce sont les services publics. La modernité, c'est l'exercice de ces missions par des fonctionnaires sous statut garantissant leur neutralité et le traitement égal de toutes et tous.

L'Union syndicale Solidaires refuse cette politique de destruction massive, la combat et la combattra, proposera la constitution d'un arc de force syndical et citoyen pour lutter contre cette régression antisociale et antidémocratique.